

Communautés musulmanes en Grande-Bretagne

De la marge au cœur du système ?

Phillip Lewis

L'installation significative de musulmans en Grande-Bretagne est un phénomène récent. En 1951, le pays ne comptait probablement pas plus de 25 000 résidents musulmans, nombre qui atteignait le million en 1991 pour sans doute approcher du double vers 2011. Près de 75% de ces communautés proviennent d'Asie du Sud, et bon nombre de leurs représentants sont directement issus de la paysannerie rurale. En outre, plus du tiers de ce million est né au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord. Il y aurait jusqu'à 5 000 convertis.

On trouve en somme en Grande-Bretagne toute une gamme de différentes communautés musulmanes, arborant des nationalités, des langues, des identités régionales et des histoires de migration différentes, et incarnant une palette de pratiques culturelles tout aussi variée. L'élite arabe de Londres, aujourd'hui souvent labellisée «Beyrouth-sur-Tamise» par les journalistes, n'a que peu de rapport avec les vastes communautés du Sud-est asiatique qui s'entassent dans l'East London, à Birmingham ou à Bradford¹.

Quelles qu'elles soient, ces communautés posent la question de la capacité de l'État et de la société britanniques à accommoder les différences religieuses et culturelles. Et cela à un moment où l'idée que des normes consensuelles peuvent être puisées à une source séculière ou non religieuse est largement contestée².

La voie des juifs ou celle des Irlandais ?

Historiquement, les communautés minoritaires en Grande-Bretagne ont suivi soit la voie des juifs, soit celle des catholiques irlandais. Le par-

cours des juifs apparaît comme celui qui mène de la pauvreté — les ancêtres de la plupart des juifs britanniques ont fui les pogroms de Russie entre 1880 et 1910 — à la réussite et qui les a conduits aujourd'hui à se trouver fermement intégrés dans la vie politique, économique et culturelle du pays. Au point que les années quatre-vingts ont vu Mme Thatcher nommer le Grand Rabbin Immanuel Jacobovits à la Chambre des Lords. Les catholiques irlandais, en revanche, se sont longtemps battus pour être admis dans la vie de la cité et demeurent largement sur-représentés tout au bas de l'échelle socio-économique.

Si la réalité est bien plus complexe, cette comparaison peut servir de raccourci pratique. La quatrième enquête nationale sur les minorités ethniques réalisée en 1997 par le Policy Studies Institute (PSI) – intitulée *Ethnic Minorities in Britain, Diversity and Disadvantage* (Minorités ethniques en Grande-Bretagne, diversité et inégalité) – insistait sur l'importance qu'il y aurait à supprimer la catégorie «asiatique», terme employé au Royaume-Uni pour désigner aussi bien les communautés venues du Bangladesh que celles de l'Inde ou du Pakistan. Le rapport du PSI ne manque pas d'éléments indiquant que les hindous et les sikhs semblent suivre le parcours des juifs, réussissant sur la plupart des points généralement indicateurs de l'intégration, alors que les musulmans semblent prendre la voie des catholiques irlandais. L'auteur du chapitre sur les revenus et les niveaux de vie commentait qu'en vingt ans d'étude des revenus des ménages, les Pakistanais et les originaires du Bangladesh sont «*de loin les groupes les plus pauvres*» qu'il ait jamais rencontrés.

L'histoire des immigrants catholiques irlandais d'avant la Seconde Guerre mondiale mérite qu'on s'y attarde, car elle préfigure à plusieurs égards ce que vivent aujourd'hui les musulmans pakistanais. En tant que groupes majoritaires des traditions catholique et islamique respectivement, Irlandais et Pakistanais ont largement dessiné l'image publique de leur religion. Jusqu'au beau milieu du vingtième siècle, le catholique irlandais incarnait aux yeux des élites libérales et protestantes l'«autre» en fonction duquel, par contraste, se définissait leur propre identité³. L'une comme l'autre communautés se sont concentrées dans des régions traditionnellement associées aux classes laborieuses : le Lancashire, le West Yorkshire, le Tyneside et le London's East End.

Pendant les quatre premières décennies du vingtième siècle, les penseurs progressistes furent convaincus que la solidarité de classe, l'engagement dans les syndicats et dans la politique du travail suffiraient à dissoudre les composantes nationales et religieuses de l'identité catholique

irlandaise. Il n'en fut rien. Par la fréquentation des écoles catholiques romaines, le mariage intra-communautaire, l'intensité et la spécificité de leur vie culturelle dans un monde social très cloisonné, ils ont préservé leur identité.

Une importante étude sur les catholiques irlandais de Manchester établit clairement que, malgré leur loyauté envers le mouvement travailliste dans l'entre-deux-guerres, ils ont été soupçonnés de vouloir intégrer le Parti travailliste au service exclusif de leurs propres intérêts. Les militants travaillistes se méfiaient d'eux à trois égards : ils préféraient l'école confessionnelle à l'éducation laïque ; ils s'opposaient au contrôle des naissances et éprouvaient de l'hostilité envers les communistes de la Guerre civile espagnole, pour les atrocités qu'on les disait avoir commis à l'encontre du clergé catholique⁴.

Des atouts pour la conciliation des différences religieuses et ethniques

Dans sa recherche de conciliation des disparités religieuses et ethniques, la Grande-Bretagne dispose aujourd'hui de trois atouts : les communautés immigrées jouissent des droits de la citoyenneté, la loi les protège des discriminations raciales, et l'existence d'une religion d'État offre un espace public au «religieux» et facilite la tenue d'un dialogue constructif entre les différentes traditions religieuses.

Les immigrés du Pakistan ou du Commonwealth jouissant de la citoyenneté et les autorités locales disposant toujours d'un pouvoir considérable, les communautés musulmanes, où qu'elles se soient installées, ont pu élire des représentants capables d'assurer que leurs problèmes seraient entendus et traités à l'échelon local. On compte aujourd'hui plus de 160 conseillers municipaux musulmans, dont quelques uns ont été choisis comme lords-maires. Le premier député musulman a été élu en 1997.

La protection légale contre la discrimination raciale s'est récemment vue renforcée à la suite de l'Enquête Macpherson sur le meurtre raciste de l'adolescent noir Stephen Lawrence (février 1999). Si elles visaient la police métropolitaine, les recommandations de cette enquête ne s'y limitaient pas et insistaient sur le fait que *«la défaillance collective est manifeste dans nombre [d'institutions et organismes], y compris dans le domaine du droit criminel. Il revient à chaque institution d'examiner sa propre politique et ses pratiques pour se garder de défavoriser l'une ou l'autre de nos communautés»* (paragraphe 46.27).

Le rapport soulignait que la diversité ethnique constitue une force et qu'il faut savoir traiter les gens différemment afin de les traiter équitablement.

L'islamophobie et le remodelage du discours public

Les législateurs en sont également venus à comprendre que le dispositif légal sur les relations interethniques visant à prévenir l'exclusion dans l'accès à l'emploi, au logement et à l'éducation présentait certaines anomalies. La loi offre une protection aux juifs et aux sikhs qu'elle définit comme des groupes ethniques, mais pas aux musulmans qui, du fait qu'ils constituent une communauté internationale, embrassent toute une palette de groupes ethniques. Ainsi, un juif privé d'un emploi parce qu'il choisissait d'arbore un symbole religieux pouvait saisir la justice, mais une femme musulmane souhaitant porter le voile ne disposait pas de la même protection.

Pour désigner ce type de discrimination religieuse, le néologisme «islamophobie» est apparu. C'est un influent rapport — *Islamophobia, a challenge to us all* (L'islamophobie, un défi pour nous tous) — publié par le Runnymede Trust en 1997 qui l'a lancé. Jusqu'à cette enquête, les relations ethniques en Grande-Bretagne avaient naturellement ignoré «la religion» en tant que composante importante de l'identité et de l'auto-définition des communautés minoritaires. La Commission indiquait qu'au sein des communautés minoritaires, beaucoup considèrent que dénigrer et avilir l'«Islam» est un acte d'exclusion au même titre que le racisme et que cela sape la confiance qui leur est nécessaire pour s'engager sereinement dans l'ensemble de la société.

Ce qui est clairement apparu à la Commission, c'est la présence pénétrante d'une culture du mépris à l'égard de l'islam et des musulmans. Que ce soit dans la presse populaire ou dans les grands journaux, d'un bout à l'autre de l'éventail politique, les caricatures et stéréotypes méprisants abondent. Si certains dessins produits par l'enquête avaient montré un personnage juif plutôt que musulman, ils seraient nettement passés pour antisémites. Au total, le danger semble bien réel de voir un «musulman conceptuel» s'installer dans l'imaginaire collectif, qui deviendrait aussi difficile à déraciner que le «juif conceptuel» de l'histoire de l'antisémitisme.

La Commission citait aussi les exemples d'écrivains laïques et d'académiciens faisant preuve d'une ignorance coupable envers l'islam et participant ainsi à l'islamophobie. Fay Weldon, par exemple, pouvait

balayer 1500 ans de civilisation islamique d'un revers de la main en s'attaquant au Coran, «*nourriture pour le non-esprit. Ce n'est pas un poème sur lequel une société peut solidement ou sensiblement se fonder. Il arme et renforce la police de la pensée*» (*Sacred Cows, — Vaches sacrées — 1989*). Puis, dans une émission de télévision, elle est allée jusqu'à réprimander l'Église pour sa trop grande tolérance ! Il faut remonter jusqu'à l'antipapisme de la Grande-Bretagne victorienne pour trouver dans l'histoire nationale pareille polémique, alimentée par tant de véhémence et de mépris. La panique qui répondit à l'épisode des *Versets sataniques* est bien retombée, mais elle a laissé un dangereux héritage de soupçon mutuel.

Le christianisme dans la vie publique

L'existence d'une religion d'État en Angleterre peut à la fois rendre compte de la continuité historique de la foi et fournir aux musulmans – et bien sûr aux autres minorités religieuses – un espace institutionnel et de parole leur permettant d'apporter leur contribution distinctive au façonnage d'une identité britannique plus incluante. La constance du pouvoir et de l'influence de l'Église anglicane et les défis que lui a posés la diversité religieuse ont récemment fait l'objet d'une étude sociologique très utile sur la Religion dans les prisons (*Religion in Prison*)⁵.

L'Église continue de contribuer à ce dense réseau d'associations et d'organisations bénévoles de la société civile, élément crucial de la liberté occidentale⁶. En Grande-Bretagne, la société civile inclut la religion civile, avec des aumôneries financées par l'État au Parlement, auprès des lords-maires, dans les forces armées et partout où les gens sont vulnérables, en prison ou à l'hôpital. Le recours à des prêtres anglicans ou à leurs bâtiments lors des fêtes et des deuils nationaux est loin d'être remis en cause. Les grilles de programmes de la radio et de la télévision d'État continuent de présenter des émissions religieuses.

Toutes les écoles publiques — pour ne rien dire des écoles religieuses financées par l'État, essentiellement anglicanes ou catholiques, qui éduquent bien plus de vingt pour cent de l'ensemble des élèves, ni du secteur privé des «écoles publiques», qui compte beaucoup de prestigieuses fondations chrétiennes — sont tenues d'assurer une éducation religieuse. Le contribuable finance aussi des étudiants en théologie à l'université, ce qui signifie que la discipline n'est pas ghettoisée dans les facultés confessionnelles et peut donc maintenir le dialogue avec la vie académique dans toute sa diversité. Quand elle est une partie intégrante de la culture géné-

rale, la théologie peut aussi servir de frein aux expressions irrationnelles et intolérantes du christianisme.

L'une des particularités du christianisme en Angleterre, c'est que l'Église anglicane s'est pluralisée pour faire de la place à d'autres cultes chrétiens sans pour autant se privatiser. L'existence de cette pluralité chrétienne institutionnelle est un garde-fou vital contre toute nostalgie des notions unitaires d'Église et d'État, variante chrétienne des «nationalismes religieux» qui soufflent aujourd'hui sur la planète⁷. Il est probable qu'aucun autre pays d'Europe ne puisse revendiquer un œcuménisme à ce point enraciné ainsi qu'un rôle public persistant pour le christianisme. L'expérience historique de l'acceptation, fut-elle tardive, de la pluralité au sein même du christianisme a mis les Églises sur la voie d'un engagement pour la pluralité religieuse.

Étant elles-mêmes de composition multiethnique et appartenant à des communautés transnationales, les Églises peuvent agir comme un antidote au sentiment petit-anglais prônant une définition étroite et exclusive de l'identité nationale. Le premier président du Comité national pour les immigrés du Commonwealth (NCCI), nommé par un gouvernement travailliste en 1966, fut l'archevêque de Canterbury, qui s'opposa constamment aux politiques d'immigration restrictives. Les évêques qui siègent à la Chambre des lords perpétuent aujourd'hui cette tradition. Du fait de sa perméabilité à l'influence chrétienne, la vie publique et civile montre une attention croissante à l'égard des préoccupations musulmanes. Trois exemples suffisent à illustrer cela. Premièrement, tout nouveau programme éducatif dans les écoles doit refléter une diversité religieuse et ne peut plus traiter du christianisme exclusivement.

Deuxièmement, à l'université, les départements de théologie comprennent à présent des études religieuses. On peut désormais suivre des études islamiques de troisième cycle dans seize universités, dont certaines (notamment Cambridge, Durham, Exeter, Édimbourg, Glasgow et SOAS) ont perçu des fonds des sphères musulmanes. Un nombre croissant de professeurs dans ce domaine sont des musulmans pratiquants. Les bibliothèques universitaires contiennent aujourd'hui leurs œuvres, qui vont de l'introduction populaire au Coran à des travaux savants sur les origines de la loi islamique, en passant par de magnifiques traductions des travaux d'al-Ghazzali, des textes innovateurs sur les droits de la femme dans l'Islam, ou une étude approfondie sur le mouvement radical Hizb-al-Tahrir.

Si tous ces érudits travaillent en Grande-Bretagne, ils sont originaires des quatre coins du monde musulman, que ce soit l'Égypte, la Palestine, le Pakistan ou même la Grande-Bretagne. Le pays étant le foyer de musulmans du monde entier, une partie de la stimulation intellectuelle qu'engendrent cette diversité et ce débat peut être perçue dans la presse musulmane anglophone apparue elle aussi dans la dernière décennie, notamment *Q-News*. Mieux, l'anglais étant aujourd'hui la deuxième langue de l'*Umma*, certains courants novateurs de la pensée islamique développés en Grande-Bretagne pourraient avoir une influence sur les débats qui traversent le monde musulman.

Troisièmement, le Conseil religieux des Quartiers Déshérités (Inner Cities Religious Council) a été créé en 1992, sur l'initiative imaginative et courageuse du gouvernement et de l'archevêque de Canterbury. L'intention du gouvernement était de créer un mécanisme de consultation de toutes les communautés religieuses qui permettrait d'étudier les modes possibles de leur collaboration à la réhabilitation économique et sociale des zones urbaines déshéritées. L'ICRC a été installé au ministère de l'Environnement, des Transports et des Régions. Il travaille en collaboration étroite avec l'Inter Faith Network for the UK (Réseau multiconfessionnel pour le Royaume-Uni), une organisation bénévole caritative qui compte plus de quatre-vingts organismes membres, parmi lesquels se trouvent les instances représentatives à l'échelon national des principales communautés religieuses, les organisations multiconfessionnelles nationales et locales, ainsi que les corps académiques et éducatifs. Le premier propos du Réseau est de promouvoir le respect et l'entente mutuels entre les membres des différentes communautés de foi et de leur garantir la possibilité de jouer un rôle à part entière dans la vie publique locale et nationale.

Les musulmans et la politique d'inclusion sociale

Il ne faut pas sous-estimer le poids des liens commerciaux et économiques avec le monde musulman dans la création d'un environnement dans lequel l'État britannique met un point d'honneur à la fois à traiter et à montrer qu'il traite les citoyens musulmans britanniques avec équité. Cette dynamique est clairement apparue lors d'une conférence tenue à Londres en avril 1999 — Mutualities : Britain and Islam (Réciprocités : Grande-Bretagne et Islam) — à l'initiative du British Council, à laquelle assistaient les délégués de trente-six pays, ainsi que des universitaires,

des journalistes et des diplomates travaillant en Grande-Bretagne. Dans son intervention, Iqbal Ahmed Khan, de HSBC, sponsor important, traça les contours des relations économiques entre la Grande-Bretagne et le monde musulman. Il établit de façon claire que la première avait tiré d'énormes bénéfices du boom pétrolier des vingt dernières années : «*Les excédents en pétro-dollars [ont trouvé] des refuges sûrs dans les fonds britanniques... quelque trente-six banques arabes opèrent à Londres, ainsi que plus d'une centaine d'institutions financières appartenant à des musulmans... [dont la plupart] conservent leurs réserves en or à la Bank of England. Les analystes estimaient que les biens immobiliers détenus par les investisseurs musulmans à Londres en 1998 et pour le premier trimestre 1999 s'élevaient nettement au-dessus de vingt pour cent du marché... La Grande-Bretagne accueille également plusieurs journaux en langue arabe et quatre chaînes de télévision arabes sont établies à Londres...*» (compte rendu de la conférence).

Dans de telles circonstances, s'il est opportun pour le gouvernement de traiter équitablement ses communautés musulmanes, c'est bien plus qu'une question d'opportunisme pour l'administration travailliste actuelle. La direction travailliste est lourdement influencée par le «socialisme chrétien». Avec la chute du communisme et le désarroi de la gauche dans toute l'Europe, le Parti travailliste en Grande-Bretagne a redécouvert l'importance de ses racines chrétiennes en tant qu'influence constitutive de son histoire⁸. Cela s'est traduit en termes de politique par le souci de réintégrer les personnes aliénées et marginalisées dans la société britannique. C'est à cette fin qu'a été créé le secrétariat à l'Exclusion sociale, installé au bureau du gouvernement, et qui rend directement ses comptes au Premier ministre.

On peut dire que la politique du gouvernement actuel envers les communautés musulmanes est vouée à permettre l'inclusion sociale, à l'écoute des besoins religieux. Ainsi, il a été répondu positivement à la plupart des recommandations que faisait le Runnymede Trust dans son étude de l'islamophobie. Deux pairs musulmans ont été anoblis à la Chambre des lords ; après dix ans de bataille acharnée, le droit de créer des écoles financées par l'État à l'instar des établissements juifs et chrétiens a été conquis en 1998 ; le gouvernement a accepté d'ajouter une question sur la confession religieuse au recensement de 2001, une fois qu'il fut clairement établi que les organisations juives et chrétiennes au sein de l'ICRC soutenaient cette demande des musulmans. En septembre 1999, le Prison Service embauchait le premier directeur de conscience musulman. Le ministère de l'Intérieur a par la suite financé un projet de recherche visant à déterminer l'étendue de la discrimination religieuse dans le pays. Si cer-

taines de ces mesures sont plus symboliques que substantielles, elles suggèrent dans l'ensemble que les musulmans britanniques n'ont pas à dissimuler leur identité musulmane s'ils veulent prendre part à la vie publique. Enfin, l'engagement actif du Premier ministre pour l'intervention militaire en faveur des Kosovars a commencé d'ébranler la croyance largement partagée dans le monde musulman que la politique étrangère britannique était forcément anti-musulmane.

Comprendre et établir le contact avec la culture musulmane de la rue

Il est trop tôt pour évaluer l'impact d'une gamme de mesures gouvernementales sur la masse des jeunes musulmans dans les grandes agglomérations urbaines, que ce soit à East London, Birmingham ou Bradford. Une minorité de ces musulmans prend activement part à des mouvements identitaires islamiques. Il apparaît clairement qu'une crise existe en matière de commandement religieux. Une lecture rapide des publications musulmanes en Grande-Bretagne laisse clairement apparaître que la nécessité de la formation des imams reste une source permanente d'anxiété et de débat. Beaucoup continuent à venir d'Asie du Sud, et la plupart n'ont pas la formation linguistique et culturelle qui leur permettrait d'établir le contact avec les jeunes musulmans britanniques.

Tout de même, l'un des courants religieux d'Asie du sud — les Deobandis — possède aujourd'hui un réseau d'une douzaine de *madaris* dans le pays. Récemment, un groupe d'imams de cette confession a publié une série de pamphlets destinés aux musulmans du nord de l'Angleterre. Ces pamphlets donnent une image brutale, bien que partielle, de la culture musulmane des rues : consommation de drogues, «mariages dépensiers» où «*les sunnah du prophète sont remplacés par des rites hindous ou d'autres kafir ridicules*», négligence ou abus des femmes, indifférence à l'égard de l'éducation islamique des enfants, multiplication des divorces, tendance à écouter fort de la musique de «films obscènes», même en passant devant une mosquée où les fidèles sont en train de prier. Ce qui est significatif, c'est que les imams ont compris que pour affronter de tels comportements, il leur faut communiquer en anglais et qu'il ne suffit pas de ressasser les interdits islamiques mais qu'il faut donner des raisons ; le pamphlet sur le jeu, par exemple, reprenait des passages tirés des brochures des Joueurs anonymes.

Dans une récente publication, *Community flashpoints and young British Muslims* (Points d'inflammabilité communautaire et jeunes musulmans

britanniques»), éditée en 1999 par Yasmin Alibhai-Brown, le premier éditorialiste d'influence issu du monde musulman dans un quotidien national, on recensait les enseignements tirés de trois séminaires organisés par le prestigieux Institut pour la recherche d'une politique publique (IPPR). Ces enseignements sont de sage lecture : certaines sections de la jeunesse «asiatique», exclues de la société en général et par les patriarches de leur propre communauté, évacuent souvent leur énergie dans la haine et les préjugés à l'encontre des autres groupes. Noirs contre Asiatiques, jeunes sikhs contre groupes musulmans ou hindouistes radicaux, une secte musulmane contre une autre. À mesure qu'émerge une identité islamique sereine et informée parmi certains musulmans britanniques, on voit aussi apparaître une identité «islamique» stridente chez beaucoup de jeunes musulmans des quartiers défavorisés où la plupart continuent d'habiter, qui relève plus de l'identité politique que de l'islam.

Du «Parlement musulman» au Conseil musulman pour la Grande-Bretagne

Le jour d'août 1999 où huit musulmans britanniques de Birmingham furent condamnés au Yémen pour de prétendues activités terroristes, *Newsnight*, la prestigieuse émission d'information de la BBC, aborda les questions que l'affaire soulevait. Le présentateur avait quatre interlocuteurs dans le studio : un avocat de la défense, un parent d'un des accusés, un journaliste et le secrétaire général du Conseil musulman de Grande-Bretagne (MCB).

Tous quatre étaient musulmans. Trois parmi eux étaient des jeunes gens pleins d'assurance, s'exprimant parfaitement avec des accents venus des provinces de Grande-Bretagne. Le représentant du MCB montrait du doigt les niveaux exorbitants de chômage et d'échec scolaire sévissant dans certains secteurs de la communauté. Mais il veillait à bien laisser en suspens la question de leur culpabilité. Le parent (qui préparait un doctorat de philosophie) de l'un des accusés insistait sur l'innocence des hommes et reprenait la litanie familière de l'inaction du gouvernement dûe au racisme et à l'islamophobie. L'avocat refusait de présenter l'affaire comme une question musulmane et se concentrait sur le fait qu'on avait arraché des aveux aux jeunes Britanniques sous la torture, ce qui rendait l'ensemble de la procédure nulle et non avenue.

Le journaliste affirmait qu'indépendamment du partage des torts dans cette affaire précise, elle laissait apparaître le manquement persistant des autorités religieuses à entrer en contact avec les jeunes musulmans bri-

tanniques. Ce qui entraînait qu'un nombre non négligeable d'entre eux était attiré par les rodomontades de militants désaxés du style d'Abou Hamza al-Masri, prétendu cheik égyptien dont le fils et le gendre faisaient partie des accusés britanniques. Certains jeunes gens vulnérables pouvaient se laisser séduire par la rhétorique fascinante de ce genre de groupes radicaux.

Cette émission montre le chemin parcouru par la communauté musulmane dans la décennie qui s'est écoulée depuis l'affaire des *Versets sataniques*. À l'époque, les communautés se sentaient mises à l'écart de la vie nationale civile et publique et disposaient d'un nombre réduit de porte-parole capables de traduire la rage en argument de débat. Cette fois, la BBC n'avait eu aucun mal à trouver plusieurs professionnels britanniques musulmans pour s'exprimer eux-mêmes sur la question. Mieux, avec l'apparition du MCB en novembre 1977, les communautés musulmanes se sont dotées de ce qui ressemble le plus à un corps représentatif.

Pour son inauguration et sur ses brochures, le MCB a choisi le slogan «À la recherche du bien commun», ce qui évoquait délibérément un important document publié un an auparavant par les évêques catholiques d'Angleterre et du Pays de Galles, «Le bien commun et l'enseignement social de l'Église catholique». Le MCB a aussi appris de l'influent Conseil juif de députés, le très respecté corps représentatif traitant des affaires juives en Grande-Bretagne, la nécessité d'obtenir le soutien de la plus ample gamme possible d'organisations, de professionnels et d'universitaires musulmans. Par son style, ses méthodes et sa volonté d'entretenir des liens avec le gouvernement et les pouvoirs publics, le MCB s'est délibérément démarqué du prétendu «Parlement musulman», enfant très controversé et provocateur de feu Kalim Siddiqui.

Scruter l'avenir

La tâche de Nazir Ahmed, Pakistanais d'origine désigné à la Chambre des Lords sous l'étiquette travailliste, n'est pas envisagée comme une sinécure. Il a récemment été envoyé à Téhéran pour ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire des relations irano-britanniques. Cela reflète la volonté du Foreign Office de faire de certains musulmans britanniques ses ambassadeurs bienveillants auprès du monde musulman. Lord Nazir et la baronne Pola Uddin — première femme musulmane du Bengale à la Chambre des Lords — mènent aussi une enquête gouvernementale sur «les mariages forcés». L'an dernier à Bradford, quelque trois cents femmes asiatiques, essentiellement musulmanes, ont sollicité le secours

de la police parce qu'elles étaient victimes d'un mariage malheureux ou violent. Beaucoup de ces mariages étaient «forcés» et impliquaient un cousin, souvent venu des campagnes pakistanaises. Les milieux locaux ont joué un rôle globalement positif en distinguant ces abus culturels du «mariage arrangé» islamique qui implique le consentement de la jeune femme.

Lord Nazir pourrait bien devoir s'intéresser aussi à l'impact de la politique clanique d'Asie du Sud sur les élections locales. Ne serait-ce que parce que ces pratiques d'exclusion l'ont lui-même privé de siège au Parlement pour Bradford. En somme, une nouvelle génération de musulmans d'éducation britannique commence à produire un effet positif sur la vie publique et civique. La désignation de Lord Ahmed laisse entendre que l'État a commencé à voir un atout potentiel dans l'identité islamique de ses citoyens, permettant l'émergence d'un discours politique à travers les cultures. Si cela se confirmait, ce serait de bon augure pour un avenir dans lequel les rapports entre politique et religion seront renégociés, au moment où la société cherche les points communs dans une variété de discours et de perspectives afin de tracer les contours de la vie publique.

Phillip Lewis est maître de conférences en Études religieuses à l'Université de Leeds et conseiller multi-confessionnel auprès de l'évêque anglican de Bradford. Auteur de Islamic Britain : religion, politics and identity among British Muslims, 1994, I.B.Tauris, Londres.

(Traduit de l'anglais par Anatole Muchnik)

Notes :

1. S. K. Aburish, *A Brutal Friendship, the West and the Arab Elite*, Indigo Press, Londres, 1998.
2. D. Westerlund (ed.), *Questioning the Secular State : the worldwide resurgence of religion in politics*, Hurst, Londres, 1996.
3. Voir L. Colley, 1992, *Briton : forging the nation 1707-1837*, Yale University Press.
4. S. Fielding, *Class and Ethnicity : Irish Catholics in England 1880-1939*, Open University Press, 1993.
5. J. Beckford and S. Gilliat, *Religion in Prison, Equal Rites in a Multi-faith Society*, Cambridge University Press, 1998.
6. Voir E. Gellner, *Condition of Liberty : civil society and its rivals*, Londres, 1994.
7. Voir P. van der Veer, *Religious Nationalism : Hindus and Muslims in India*, University of California Press, 1994.
8. Voir A. Wilkinson, *Christian Socialism : Scott Holland to Tony Blair*, SCM, London, 1998 — inclut une préface du Premier ministre.